

Royaliste

POUR LA NATION, LA LOI ET LE ROI

BIMENSUEL DE LA NOUVELLE ACTION ROYALISTE - 30 DÉCEMBRE 2019 - 49^e ANNÉE - N° 1180 - 3,50 €

Test

Pendant la trêve des confiseurs qui n'a pas eu lieu, *Le Figaro* a posé à ses lecteurs la « question du jour » qui taraude la presse de droite depuis deux mois : « François Baroin serait-il un bon candidat pour la droite en 2022 ? » L'entrée en lice du maire de Troyes avait déjà été évoquée en novembre par *BFMTV*, *Le Point*, *La Croix* – et si *Le Figaro* en remet une couche, c'est que la question a valeur de test.

Mais test de quoi ? De ses capacités à rassembler la droite orpheline de Fillon ? S'il s'agit de cela, François Baroin sera parfait. En 1995, il s'est inquiété de la « fracture sociale », avant de devenir le porte-parole d'Alain Juppé, l'homme qui déclencha une mémorable vague de grèves, puis le défenseur du prétendu « traité constitutionnel » en 2005 et un très banal « père la rigueur » sous l'égide de François Fillon et de Nicolas Sarkozy. L'homme, qui compte parmi les liquidateurs du gaullisme, est typique de sa caste : souple à l'égard de ses maîtres successifs, il utilise sans états d'âme les panoplies antisociales.

Il est possible aussi que la candidature de François Baroin soit testée en vue d'un autre scénario – celui d'une décomposition de la macronie qui rendrait son candidat imprésentable. Un bel homme, encore jeune, courtis, pondéré, mais toujours parfaitement malléable, pourrait être un recours pour l'oligarchie... Et si tout cela n'est pas vrai, c'est tout de même un peu de rêve qui aura flotté sur les beaux quartiers. ■



Comment terminer les grèves ?

Oui, il faut savoir terminer une grève... dès que le gouvernement a donné droit aux revendications après avoir constaté que son obstination perturbait gravement la nation.

En 1936, le gouvernement de Léon Blum avait donné satisfaction aux revendications ouvrières et c'est après cette victoire que Maurice Thorez avait déclaré qu'il fallait arrêter la grève. En décembre 2019, le gouvernement d'Édouard Phi-

lippe n'a pas eu cette sagesse politique et les grèves dans les transports, dans les raffineries ou encore à l'Opéra de Paris ont passé le cap de la Saint-Sylvestre... Matignon parie sur le pourrissement du conflit. Mais le Premier mi-

nistre est-il pleinement d'accord avec Emmanuel Macron ? La pomme de discorde sur l'âge de la retraite pourrait pourrir à son tour et provoquer l'éviction d'Édouard Philippe. Ce n'est qu'une hypothèse.

Pages 2 et 3.

L'ère du trash et du clash

Le président Donald Trump a inauguré l'ère du clash qui marque une nouvelle étape dans la dévaluation du Politique.

Le *storytelling*, cette fabrique d'histoires édifiantes qui est à la base du mythe Obama, c'est complètement dépassé ! Trump nous a fait entrer dans l'ère du clash, du trash qui accélère le discrédit du pouvoir politique. Emmanuel Macron, qui nous avait raconté l'histoire du

« nouveau monde », en reste au *storytelling* : il a posé dans le cadre monarchique, pris des poses littéraires pour faire accepter le vieux dispositif ultralibéral. Comme cela ne marche pas, il lui reste le forçage. Le nouveau livre de Christian Salmon en page 9.

Dans ce numéro :

Page 3 :
Le cas d'Amazon.

Page 5 :
Sahel : le désert des Tartares.

Page 8 :
Sylviane Agacinski.

Page 10 :
Adults in the room de Costa Gavras.

Page 12 : Éditorial :
De la Résistance à la révolution ?



Les grévistes, hostiles à la retraite par points, n'ont aucune raison d'arrêter la grève maintenant. © NAR.

Grèves : quelques hypothèses

Bien malin qui peut prévoir, aujourd'hui, la manière dont se terminera le conflit engagé contre la réforme Philippe des retraites. On peut juste avancer quelques hypothèses à la lumière de l'histoire sociale de la France.

Il faut savoir terminer une grève. » Tout le monde a en tête cette déclaration de Maurice Thorez, répétée à l'envi, chaque fois qu'un conflit promet de s'éterniser. Mais personne ne se souvient de la suite de cette apostrophe, ni du contexte dans lequel elle a été prononcée : « *Il faut savoir terminer une grève, déclarait le secrétaire général du Parti communiste français, dès que la satisfaction a été obtenue. Il faut même savoir consentir au compromis si toutes les revendications n'ont pas encore été acceptées, mais que l'on a obtenu la victoire sur les plus essentielles revendications.* » Et quand bien même on s'en souviendrait, on s'arrange pour ne pas en faire mémoire. Nous sommes alors le 11 juin 1936, soit trois jours après la signature des accords de Matignon entre le gouvernement présidé par Léon Blum, la CGT et la Confédération générale du patronat français. Les ouvriers en grève ont obtenu la semaine de 40 heures, les congés payés, des augmentations de salaires, notamment pour les plus faibles, l'instauration de délégués du personnel, les contrats collectifs de travail... Et si on s'aventure à lire entre les lignes de cette dé-

claration, on s'aperçoit qu'elle s'adresse autant aux ouvriers en grève qu'au gouvernement, qui a eu l'intelligence de céder, comprenant que le pays était au bord de la crise de nerfs, que les ouvriers n'avaient rien à perdre et que, partant de là, la situation pouvait encore plus se compliquer, voire dégénérer.

À la lumière de cette référence historique, on est fondé de se poser la question suivante : pourquoi les grévistes actuels – qui refusent le régime de retraite par points et la suppression des régimes spéciaux, mais qui expriment également leur ras-le-bol – suspendraient-ils leur mouvement aujourd'hui ?

Qu'on soit d'accord ou non avec eux, là n'est pas la question. Objectivement, ils n'ont rien obtenu d'autre de la part du gouvernement Philippe que de vagues promesses sur l'ouverture de négociations en janvier, sur des problématiques qui n'ont qu'un rapport lointain avec le sujet des retraites, comme la pénibilité ou la gestion des fins de carrières. Il est donc impensable que la grève puisse se terminer. Pourtant des marges de manœuvre existent. L'une d'elle a d'ailleurs été avancée par le tout nouveau président de la CFTC, Cyril Chabanier, lequel propose un abattement sur les pensions de tous les actifs qui prendraient

leur retraite avant le fameux âge pivot fixé à 64, et qui, ensuite, toucheraient leur pension à taux plein ; c'est l'option qui a été retenue par les partenaires sociaux gestionnaires de la retraite complémentaire et qui fonctionne. Concernant les régimes spéciaux, le gouvernement pourrait chercher un point d'accord avec les syndicats, comme il l'a fait avec les policiers.

Mais le souhaite-t-il vraiment ? Édouard Philippe préfère tabler sur la lassitude des usagers des transports en commun pour finir par imposer son projet. Et si la réforme de l'assurance vieillesse n'était pas le véritable enjeu de ce conflit

Construire un nouveau contrat social

Si tout le monde s'accorde pour reconnaître qu'une réforme des retraites est nécessaire afin de tenir compte des évolutions de notre société, les alternatives au statu quo et à la réforme du gouvernement sont inexistantes. La droite ne propose rien d'autre qu'une résorption des déficits, la gauche, la sauvegarde du pacte social de l'après-guerre. Sans compter que, pour parvenir à un projet de réforme qui satisfasse le plus grand nombre, la méthode importe autant que

le résultat : le passage en force tenté par Juppé en 1995 ou le semblant de concertation façon Delevoye sont l'illustration de ce qu'il ne faut pas faire. Une initiative intéressante, pensée par la CFTC, dès 2015, et mise en œuvre par la CFDT, fournit un exemple à méditer. Une vingtaine d'associations, syndicats et ONG ont œuvré pendant plus d'un an à l'élaboration d'un « pacte pour le pouvoir de vivre » qui pourrait servir de base à la construction d'un nouveau contrat social mé-

lant des considérations économiques, sociales et écologiques. Pour avoir voulu chercher le consensus, le résultat manque parfois d'ambition ; ainsi, en matière d'assurance vieillesse, le document ne propose que de « garantir une retraite par répartition avec un niveau de pension qui ne puisse pas être inférieur au Smic pour une carrière pleine ». Enfin, ce type d'initiative requiert un relais politique, sous peine de n'être qu'un groupe de pression supplémentaire.

Horreur numérique : le cas d'Amazon

pour le Premier ministre ? Et si le véritable bras de fer n'était pas entre Philippe et Berger, le secrétaire de la CFDT, ou Martine, son homologue de la CGT, et les cheminots cramponnés à leurs régimes spéciaux, mais entre les deux têtes de l'exécutif ? La question de l'âge pivot sur laquelle butte la CFDT a été ajoutée au projet contre l'avis du président de la République qui, à Biarritz fin août, en marge du sommet du G7, s'y était opposé. Cette pomme de discorde et l'entêtement des grévistes permettraient à Macron de se débarrasser d'un Premier ministre devenu gênant et de remettre son ouvrage sur le métier en changeant de méthode, et à Philippe de quitter le gouvernement avec l'image d'un gestionnaire rigoureux qui n'est pas pour déplaire à l'électorat de droite. Philippe ferait ainsi d'une pierre deux coups : il pourrait se présenter à la mairie du Havre et, ainsi, se refaire une virginité, puis, dans un second temps, apparaître comme un recours pour une droite en quête d'un nouveau héros.

C'est peut-être – sûrement, même – de la politique fiction, mais ce serait une manière pour chaque partie prenante de sortir de la crise sans trop de dommages et une alternative à la violence qui pourrait résulter d'un pourrissement de la situation ou de l'amertume d'un conflit qui se terminerait en eau de boudin. ■

NICOLAS PALUMBO.

Les discours contre le géant du commerce en ligne ne servent à rien si les consommateurs ne parviennent pas à se soustraire à son emprise, pour se transformer en citoyens exigeants.

Ami lecteur, je vous invite à visiter le site d'Amazon France. Cliquez, tout en bas de page, sur « A propos d'Amazon ». Une belle carte de France, sous-titrée en grosses lettres « Amazon : un impact positif pour l'économie française », apparaîtra. Poursuivez la lecture et vous découvrirez comment le géant américain du commerce en ligne contribue, je cite, à l'emploi et à l'investissement en France, au financement des services publics et du modèle social français, aux exportations, à l'innovation et à l'aménagement du territoire, sans oublier la protection de l'environnement.

Le lecteur, qui verse déjà une larme reconnaissante, se demande quelle mouche a donc piqué le député LREM Mounir Mahjoubi, pour publier, en novembre dernier, une note expliquant, dans un délicieux style franglais, qu'Amazon détruit plus d'emplois qu'elle n'en crée : « *Marketplace*⁽¹⁾ comprise, ce seraient 20 200 postes en moins. Le solde entre les créations et les destructions est nettement négatif, avec un défi-



cit de 7900 emplois. Cette perte est surtout imputable à l'activité retail(1) d'Amazon, plus qu'à sa marketplace. »

L'ex-secrétaire d'État au numérique a le mérite de chiffrer les effets destructeurs, sur l'emploi du commerce traditionnel, de l'un des puissants GAFA. Il passe sous silence les autres critiques qui lui sont faites : conditions de travail déplorables, pratiques antisyndicales, optimisation fiscale, fraude à la TVA, pressions abusives sur ses fournisseurs, destruction intensive de produits invendus, atteintes à l'environnement.

La dénonciation des pratiques d'Amazon n'est pourtant pas le seul fait de contestataires radicaux, comme ceux qui ont manifesté lors du dernier Black Friday. En octobre 2017 la Commission européenne a condamné le groupe à rembourser 250 millions d'€ d'avan-

tages fiscaux indus. La même année, la France l'a assigné en justice pour pratiques abusives envers ses fournisseurs français. Donald Trump, lui-même, l'a accusé de causer « beaucoup de tort aux petits détaillants qui paient des impôts ».

Mais peut-on vraiment s'opposer à une entreprise qui va probablement faire ses choux gras des difficultés de circulation causées par les grèves ? Une élue du Calvados qui a refusé l'implantation d'un entrepôt d'Amazon, avec 150 emplois à la clé, avouait, lors d'une émission de télévision, qu'elle n'avait pas les moyens juridiques de s'y opposer. Mais si d'autres élus lui emboîtaient le pas, Amazon et les pouvoirs publics ne pourraient rester indifférents à la force, même symbolique, de leur décision. Les prochaines élections municipales pourraient être l'occasion d'une vaste mobilisation d'électeurs en ce sens. Encore faudrait-il que les citoyens aient la cohérence de ne pas être eux-mêmes des clients d'Amazon et qu'ils apprennent à résister aux facilités d'une consommation immédiate et souvent inutile. ■

LAURENT LAGADEC.

(1) L'activité *marketplace* correspond aux commissions qu'un opérateur prélève sur les ventes réalisées par des tiers, via son site internet ; l'activité *retail*, à ses propres ventes de produits au détail.

L'écho du net

■ « Sauvez Alstom ! » - Sur le site *marianne.net*⁽¹⁾, 32 polytechniciens demandent à Emmanuel Macron d'intervenir pour sauver des milliers d'emplois et un secteur d'activité stratégique et vital pour notre pays. Cet appel est l'occasion de rappeler les principaux épisodes de ce feuilleton politico-industriel, sans occulter le rôle déterminant qu'y joua celui à qui il est destiné : « Alors qu'en mai 2015, General Electric s'était engagé à créer 1000 emplois en France d'ici la fin de 2018, en juin 2018, GE annonçait la suppression de plus d'un millier d'emplois à Belfort. Le 28 mai les syndicats dénonçaient une « bombe sociale » lors d'une réunion avec Hugh Bailey, directeur général de GE France et précédemment conseiller pour les affaires industrielles d'Em-

manuel Macron, quand il était ministre de l'Économie. » Le collectif des 32 y dénonce les failles béantes de cette vente qui « ne garantit aucunement la pérennité de l'activité Turbines. C'est une activité stratégique pour la France, tant dans la perspective de la transition énergétique à venir, que pour la maîtrise de la propulsion de ses sous-marins nucléaires ou la maintenance des 58 centrales nucléaires », ce qui l'amène à exposer les « fautes stratégiques qui ont conduit à brader à nos concurrents américains l'un de nos principaux fleurons industriels. Alstom détenait la bagatelle de 20% du parc mondial des turbines à vapeur, 30% du parc nucléaire mondial, et était numéro un mondial pour les centrales hydrauliques et charbon ! Jusqu'en 1998 les activités Énergie et Ferroviaire d'Alstom faisaient partie du plus puissant conglomérat in-

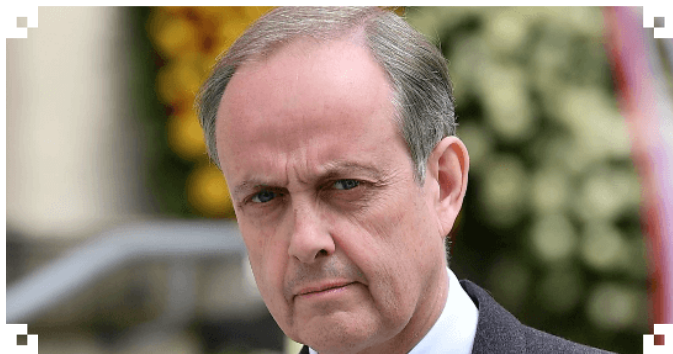
dustriel français, la CGE, alias Alcatel-Alsthom. La CGE était un leader mondial dans les télécoms, les câbles, l'ingénierie électrique, l'énergie, le ferroviaire, le nucléaire, les chantiers navals », non sans souligner, à juste titre, le rôle néfaste de son PDG d'alors, Serge Tchuruk qui « décida de démanteler le groupe et de vendre en bourse la majorité du capital d'Alstom, en ponctionnant au passage un dividende exceptionnel de 5 milliards d'euros ». Mais ce qui fut fatal au groupe, fut l'opération menée par le ministère américain de la Justice qui « arguant de ses droits extravagants d'extraterritorialité, menaça Alstom d'une amende monumentale et son PDG, Patrick Kron, de prison. En échange d'une amende réduite et de l'oubli des poursuites judiciaires pour ses cadres dirigeants, Alstom devait céder sa branche Énergie / Turbines à

GE. Patrick Kron, directement menacé à titre personnel, se rallia à l'offre de GE ». Malgré les tentatives d'Arnaud Montebourg, ministre de l'Industrie d'alors, de s'opposer à cette manœuvre et à cause de cette opposition, ce dernier fut remplacé en août 2014 par Emmanuel Macron qui « alla jusqu'à défendre GE durant l'enquête de la direction de la concurrence de la Commission européenne, et GE put acquérir le pôle Énergie d'Alstom avec les mains entièrement libres ». Aussi convaincant que soit le plaidoyer qui soutient cette louable démarche, il est à craindre qu'elle soit vouée à l'échec quand on sait l'implication active (et complice ?) dans ce désastre de celui à qui elle s'adresse.

LOÏC DE BENTZMANN.

(1) <https://www.marianne.net/debats/tribunes/emmanuel-macron-vous-avez-le-devoir-de-sauver-alstom-l-appel-de-32?>

Mgr le comte de Paris à propos des déserts médicaux



Le chef de la maison de France a publié une tribune dans le mensuel *Politique magazine* (n° 186, décembre 2019), où il ouvre des pistes pour réduire la fracture médicale dans nos régions.

À Dreux, où j'habite, un « bus santé » sillonne les marchés depuis le début de l'année, se limitant à des services de prévention (dépistage, vaccination). L'offre de médecins généralistes s'est en effet considérablement réduite ces dernières années : c'est dire l'urgence de la situation dans cette ville de 30 000 habitants, mais aussi dans les 11 329 communes de France classées comme déserts médicaux. Une pénurie liée à une simple cause administrative : le nombre clausus qui, ces dernières années, en bloquant le nombre de médecins formés annuellement à 8 000 contre 13 000 dans les années 70, a provoqué une hausse remarquable de l'âge

moyen des médecins, qui sont désormais un sur deux à avoir plus de 60 ans.

Cette erreur de prévision a aujourd'hui des répercussions concrètes sur la vie de huit millions de Français qui pâtissent de délais extrêmement longs pour obtenir un rendez-vous, de distances parfois trop grandes à parcourir pour consulter un spécialiste, ou vivent même des situations d'urgence impossibles à traiter ; des situations quotidiennes dramatiques, loin de l'agitation des grandes villes et des lieux de pouvoir.

Les maires sont en première ligne pour se battre contre cette désertification. La première solution envisagée est souvent de faire venir des médecins étrangers, en contrepartie d'avantages attractifs pour eux, mais coûteux pour les villes : revenu garanti, frais d'installation offerts, etc. La conclusion est parfois amère : une fois que le médecin est agréé et intégré

au système français, il peut arriver qu'il quitte la commune pour des villes plus attirantes. La deuxième solution possible, ce sont les maisons médicales. Elles échappent en partie aux critiques qu'on peut faire à ces « primes à l'installation » ruineuses, et qui transforment peu ou prou le médecin en fonctionnaire. Les maisons médicales permettent au moins de lutter contre la solitude du praticien et aussi d'envisager plus sereinement, en les mutualisant, les investissements nécessaires à la télémédecine. Elles concentrent, surtout, tous les services – quand ils existent... – mais encore faut-il pouvoir se déplacer.

La France bénéficie d'un nombre important d'infirmières, bien formées, proches des préoccupations quotidiennes des populations, tenant souvent lieu d'unique interlocuteur pour des personnes isolées. Dans le contexte de crise actuelle, les autoriser à prescrire un certain nombre d'actes médicaux simples, réservés aux médecins sans réelle justification, me paraît être du bon sens. Surtout à une époque où le dossier médical informatisé permet à tous les acteurs de la chaîne de soins de contrôler les actions des uns et des autres.

Revenons-en enfin au bus santé mis en place à Dreux. Il est aujourd'hui inefficace car limité à de simples informations

médicales, sans possibilité de consultation ou de prescription. À l'heure où la mode est au développement du télétravail et même de la télémédecine avec consultation à distance, il paraît étrange d'exiger des médecins qu'ils aient un cabinet fixe, ce qui entraîne immédiatement des frais pour le nouveau médecin (ou pour la commune), alors que de nombreux métiers sont déjà forains, c'est-à-dire vagabonds, et que cette mobilité correspond aux nouveaux usages, sans altérer l'indispensable contact humain et le diagnostic précis qu'il permet. Une « expérience » de dentisterie mobile, allant d'Ehpad en Ehpad, est en cours en Auvergne : voilà qui est pertinent !

Mettre en œuvre ces solutions n'a rien de compliqué. Il ne s'agirait que de volonté politique, dont on sait qu'elle s'exprime très souvent sur des sujets moins urgents. Et elle ne s'appliquerait qu'à une révision de règlements administratifs dépassés, sans plus aucun lien avec la réalité médicale du territoire, des actes, des formations, des usages... Inutile donc « d'expérimenter de nouvelles approches », comme l'évoque la loi de financement de la Sécurité sociale. Les politiques publiques devraient ici simplement se contenter de s'adapter aux réalités profondes du pays. ■

JEAN, COMTE DE PARIS.

La Quinzaine sociale

■ **La santé dans le monde – (épisode I).** Dans son panorama de la santé 2019, publié en décembre, l'OCDE met en avant trois tendances préoccupantes : le recul de l'espérance de vie par l'augmentation de l'obésité et du diabète, l'accroissement des victimes de maladies respiratoires, et l'augmentation du nombre de décès liés à la consommation d'opioïdes. La malbouffe, la pollution et la quête de paradis artificiels pour fuir une vie dépourvue de sens – directement corrélées à la mondialisation – seraient ainsi responsables d'une dégradation de la santé dans le monde.

■ **La santé dans le monde – (épisode II)** Selon ce même rapport,

la France serait l'un des meilleurs élèves de la classe avec une espérance de vie à la naissance parmi les plus élevées (85,3 ans pour les femmes, 79,4 ans pour les hommes) et en progression constante (2 ans pour les hommes et 0,9 pour les femmes), un accès aux soins des plus performants (89% des adultes disent avoir accès à un médecin si nécessaire, contre 79% dans l'OCDE), un reste à charge en matière de dépenses de santé très faible pour les ménages (2% de la consommation finale), une qualité des soins fournie par les hôpitaux de très grande qualité.

Des résultats, souligne l'organisation internationale, liés à « l'excellence » du système français de protection sociale. A l'heure où certains politiques l'accusent de plomber la compétitivité de l'économie française, il est bon

de le souligner.

■ **Souffrance au travail** – France Télécom, son PDG de 2006 à 2010, l'ex-numéro 2 de la société et son ex-DRH ont été condamnés le 20 décembre pour un « harcèlement moral » institutionnel : une première pour une entreprise du CAC 40. Le procès portait sur la période 2007-2010, et la manière dont l'ex-direction a conduit les plans de restructuration de l'entreprise, privatisée en 2004. Il s'agissait notamment de réduire les effectifs de 22 000 personnes (sur 100 000), par tous les moyens – légaux ou illégaux.

Le tribunal a examiné en détail les cas de 39 salariés : 19 se sont suicidés, 12 ont tenté de le faire et 8 ont subi un épisode de dépression ou un arrêt de travail. France Télécom (devenue Orange en 2013), condamnée à 75 000

euros d'amende, ne fera pas appel, contrairement à ses ex-dirigeants, qui écoperont d'une peine d'un an de prison, dont huit mois avec sursis, et de 15 000 euros d'amende.

■ **Salaires minimum** – Le Smic sera revalorisé d'1,2% au 1er janvier 2020, soit le minimum légal, a annoncé Sibeth Ndaye le 18 décembre. Le salaire minimum mensuel s'établira ainsi à 1 219 euros nets en 2020 (15 euros de plus). Le gouvernement n'a pas jugé utile d'accompagner cette augmentation d'un coup de pouce en faveur des salariés les plus mal lotis. Une décision qui n'a rien de surprenant, quand on sait qu'elle s'appuie sur le rapport d'un comité d'experts composés d'économistes qui se sont tous, un jour ou l'autre, prononcés pour la suppression du Smic.

Les opérations au Sahel prennent le caractère d'une véritable guerre. Placée devant le dilemme de partir ou de rester, la France doit calibrer son action.

Le désert des Tartares

PAR YVES LA MARCK.

L'attaque contre un fortin avancé nigérien, à la frontière du Mali et du Burkina Faso, est la version moderne de la guerre des sables. Le président Macron a rendu hommage, le 22 décembre à Niamey, aux 71 soldats nigériens qui y ont trouvé la mort. L'armée nigérienne est, avec celle du Tchad, la mieux aguerrie de la zone. Elle fait face, sur deux fronts à la fois, à Boko Haram, côté du lac Tchad, à l'est, et à l'État islamique au Grand Sahara (EIGS), côté malien, au nord-ouest. Séparés de 1800 kms les deux postes-frontière nigériens rendent compte de l'immensité du territoire qui couvre toute la frontière nord du Nigéria. Il en va de même côté malien. Comment peut-on assurer une présence militaire efficace sur de telles étendues ?

C'est la première idée fausse qu'il convient de dissiper : le terrain, 5 millions de km², est grand comme l'espace entre Brest et Moscou. Cette étendue vertigineuse est à l'origine du dilemme : quitte ou double, voire triple ou quadruple. Les 4500 hommes du dispositif français « Barkhane », supposé déployé sur les cinq pays du Sahel, devraient soit être repliés sur base – Port Bouet en Côte d'Ivoire, visité par Macron le 20 décembre pour le traditionnel repas de Noël avec les forces – pour servir ponctuellement dans l'urgence, soit être portés à quinze mille hommes, la moitié de la capacité totale de déploiement extérieur de l'armée française aujourd'hui. C'est pour échapper à un tel dilemme que le choix a été fait, en avril dernier, de concentrer géographiquement nos forces dans la zone des trois frontières (Mali, Burkina Faso, Niger), menacée de sanctuarisation en faveur d'un nouveau califat de l'État islamique. Cela suppose de ne pas se laisser distraire et impliquer dans d'autres combats plus douteux.

Ne pas se tromper d'ennemi. Seconde idée fausse : l'objectif, « stabiliser » le Sahel, grâce à une habile combinaison des trois D : Diplomatie, Défense, Développement, auxquels on ajoute parfois un quatrième D : Droit. Il ne faut pas refaire la même erreur qu'en Afghanistan : l'opération militaire française doit être strictement limitée à la lutte anti-terroriste. Et encore pas à n'importe laquelle, mais à la tentative de résurrection au Sahel de l'État islamique. Il ne faut pas se tromper d'ennemi, affiner l'analyse de la menace directe sur la France. Même s'il



La mort de 71 soldats nigériens le 10 décembre constitue le plus lourd bilan pour le pays depuis le début des attaques djihadistes en 2015. / DR.

existe des liens, il ne faut pas tout mélangier : les Touaregs, les Peuls, Al Qaida au Sahel (le GSIM, Groupe de soutien à l'Islam et aux Musulmans), mais jouer sur les différences. En tout cas, Barkhane n'est pas là pour creuser des puits et faire l'école aux enfants, mais pour traquer des cellules actives (Katibas).

Troisième idée fausse : la coalition, sur le modèle irakien, entre cinq États-nations sahéliennes et des partenaires nombreux. Si maints conflits en Afrique prolifèrent dans les bassins frontaliers, aux périphéries, c'est que le centre n'est pas regardé comme légitime. Les armées dites nationales sont accusées d'exactions, car elles sont vues comme étrangères et hostiles par des populations locales qui, souvent, ne parlent même pas la langue dite nationale, – et les militaires ne comprennent pas les langues locales. En outre, il y a, dans cette zone africaine médiane, deux cas de figure : des pays gouvernés soit par des « nordistes » - le Niger, la Mauritanie et le Tchad -, soit par des « sudistes » - le Mali et le Burkina Faso - qui, ainsi que les pays côtiers aujourd'hui menacés - Côte d'Ivoire, Togo ou Bénin - sont considérés comme plus étrangers à leur propre pays que ceux du

nord. Quoique fassent les Français, ils seront toujours suspectés d'être les alliés des uns contre les autres. Il n'y a pas de front commun, car il n'y a pas de sens d'un destin commun.

Quatrième idée fausse : la corruption comme cause centrale de la mauvaise gouvernance et de la prolifération du djihadisme. Il n'y a pas les bons et les mauvais, les purs et les pourris. Même la traditionnelle opposition des agriculteurs et des éleveurs est à relativiser. Les enjeux d'une population largement désœuvrée ne sont pas ceux-là : aux trafics en tous genres, dont les milices se disputent le contrôle, il faut tenir compte de la nouvelle « ruée vers l'or », dont le Sahel central est le théâtre depuis quelques années. On assiste ainsi à une lutte entre des sociétés étrangères, surtout canadiennes, avec lesquelles les gouvernements nationaux avaient passé des contrats, et les orpailleurs artisanaux, « protégés » par tel ou tel groupe, djihadistes compris. Près d'un million d'emplois seraient en jeu, une sérieuse alternative à l'émigration vers l'Europe, avec un chiffre d'affaires de près de deux milliards de dollars, principalement avec Dubaï. La Russie, comme en Centrafrique, est à l'affût. Elle vient de signer un accord de défense avec le Mali.

Le rôle essentiel de la diplomatie.

L'armée française a été accusée de se servir de telle ou telle milice pour arriver à ses fins, quitte à subir les représailles d'autres milices lésées. Elle peut aussi être, malgré elle, instrumentalisée par tel ou tel clan d'un gouvernement national qui veut garder le contrôle des ressources minières. Développement et Défense passent tous deux par la diplomatie, trop souvent marginalisée. Cela ne date pas d'aujourd'hui mais d'une période où ces pays étaient appelés des « pays du champ », qui dépendaient d'un ministère spécifique, la Coopération, et se retrouvaient hors du champ du ministère des Affaires étrangères.

L'armée dite d'Afrique, distincte du reste des forces armées, dites otaniennes, fondait sa légitimité sur des accords de défense strictement bilatéraux. Comment, en peu d'années, convertir nos diplomates traditionnels pour qu'ils s'intéressent à l'Afrique en profondeur, et nos développeurs et nos légionnaires pour qu'ils apprennent à agir en multilatéral ? C'est un préalable pour que la France soit entendue sur les dossiers africains. ■



La Révolution de Velours à Prague en 1989. / DR

Europe : une réunification manquée

L'effondrement de l'Union soviétique avait fait naître l'espoir d'une réunion des deux moitiés de l'Europe. Au cours des années quatre-vingt-dix, la violence des thérapies de choc dans l'ancien bloc socialiste et l'éclatement sanglant de la Yougoslavie ont marqué l'échec de cette ambition historique.

Bratislava, juin 1993. J'écoute le jeune directeur de la Banque centrale de Slovaquie, dans son très modeste bureau. Fracas. D'un coup de pied, on ouvre la porte. C'est un homme, grand, corpulent, quelque peu débraillé, qui porte une lourde serviette de cuir. L'intrus marmonne une excuse en anglais et s'en retourne. « *La Banque mondiale !* », me dit le directeur avec un sourire lassé.

Budapest, même époque. Convié à suivre une mission du patronat français, je rejoins l'hôtel Hilton et monte dans un car confortable en compagnie d'une trentaine de personnes. Une heure plus tard, nous nous arrêtons devant une petite usine, près d'un village. Une entreprise française s'y est installée pour y fabriquer des sacs à dos. J'entre le premier dans un atelier de découpe et je vois des ouvrières enfiler en hâte leur gant de sécurité. Pendant que le contremaître français donne des explications techniques, toutes gardent les yeux baissés sur leur travail. Dernier sorti, je vois les têtes qui se relèvent et la haine dans les yeux. En raccompagnant le groupe, le contremaître souligne l'un des gros avantages de la délocalisation : « *Ici, pas de salaire minimum. Et les congés, c'est moi qui les donne. Quand je dis qu'on*

travaille le jour de Noël, personne ne discute. » Les patrons s'extasient.

Moscou. Aéroport de Sheremetyevo. Dans la file d'attente pour le Tupolev Moscou-Kiev, les conversations roulent bon train. En français, en anglais, on ne discute pas de joint-ventures, de prix, d'investissements. Experts et hommes d'affaires n'ont qu'un sujet de conversation : les filles qu'on trouve dans les hôtels et les bars, cent dollars la nuit, vraiment pas cher ! Oui, d'innombrables jeunes filles, ouvrières, étudiantes, se prostituaient « pour pas cher » à Moscou, à Kiev, à Bucarest, à Minsk... parce qu'elles n'avaient pas trouvé d'autre métier pour vivre et faire vivre leur famille.

Ces trois souvenirs, je les choisis parmi tant d'autres que j'ai gardés de plusieurs semaines de mission en Europe centrale et orientale, en vue des deux rapports présentés au Conseil économique et social en 1992 et 1994⁽¹⁾. L'idée directrice était simple : l'effondrement de l'Union soviétique permettait de concrétiser le projet gaullien d'Europe de l'Atlantique à l'Oural. C'est dans cette perspective que François Mitterrand avait lancé l'idée d'une Confédération européenne, dès le 31 décembre 1989, puis préparé les Assises de Prague des 13 et 14 juin

1991. Il fallait donc une « théorie des ensembles européens » qui avait, selon moi, un fondement culturel. C'est sur l'unité de la culture européenne - sommairement évoquée dans mon premier rapport - qu'il était possible de nouer des relations politiques et d'organiser des coopérations économiques, fructueuses pour tous.

Du printemps 1991 au printemps 1994, j'ai parcouru l'Est européen, rencontré des centaines de personnalités, consulté d'innombrables documents. Chemin faisant, trois constats encourageants pouvaient être faits. L'Est et l'Ouest parlaient le même langage, et le dialogue dans la République des idées européennes se renouait avec bonheur. La puissance commerciale allemande, qui inquiétait tant le gouvernement français, pouvait être contenue par la France, partout très attendue - même par les pays qui éprouvaient à notre égard un ressentiment historique. Dans tous les domaines, les initiatives françaises, encore trop peu nombreuses, étaient et seraient intelligemment présentées et mise en œuvre par nos diplomates, nos ingénieurs et les entrepreneurs, qui se prenaient de passion pour le pays dans lequel ils opéraient.

Cependant, l'Union européenne se-

lon le traité de Maastricht – conçu pour « bien encadrer l'Allemagne », comme me le disait notre ministre des Affaires étrangères – posait le très difficile problème de son articulation avec les nations de l'Est européen. Sans pouvoir examiner ici tous les aspects de cette difficulté, je dirais simplement que la France avait à faire le choix résolu d'une politique intergouvernementale contre les fantasmes aujourd'hui avérés de l'intégration européenne afin de transformer les structures de l'Union.

Hélas, François Mitterrand soutenait trop mollement le projet de Confédération européenne qui échoua dès 1991, sous la pression conjuguée des États-Unis, de l'Allemagne et des nations de l'Est qui voulaient avant tout rejoindre l'Otan. Hélas, je voyais au cours de mes voyages les dégâts provoqués par les envoyés de l'Union européenne et du Fonds monétaire international. Les retrouvailles des deux moitiés de l'Europe s'abîmaient dans l'inflation des experts. Bruxelles envoyait de jeunes messieurs parfaitement habillés, fort bien payés, logés dans des hôtels de luxe, jouissant de leur importance. Ces « commissaires politiques » d'un nouveau genre délivraient, sous étiquette néo-libérale, des injonctions sur l'état de droit et le « passage au marché » par les privatisations forcées, le rejet des programmes de grands travaux et l'apologie de la petite entreprise. « *Si, du moins, ils prenaient la compagnie nationale !* », me disait un ministre hongrois. Mais ces jeunes gens préféraient le confort de la Lufthansa et de la Sabena.

Plus âgés, les représentants du FMI appliquaient, avec un aimable fanatisme, les programmes d'ajustement structurel mis au point par leur institution : restriction de l'offre de monnaie et dévaluation, réduction des déficits publics et de la dette, baisse des salaires, création de marchés financiers... Ces thérapies de choc sacrifiaient à la fois l'industrie nationale et une grande partie de la population. Le « passage au marché » favorisait les entrepreneurs mafieux et les prédateurs étrangers. J'ai vu, en Roumanie, les représentants de grands groupes se concerter en vérifiant que les partenaires locaux avaient reçu toute « l'huile » nécessaire, car la libre concurrence, vantée par les apparatchiks bruxellois, consistait à corrompre plus que le rival. « Huiler les rouages », telle était la recette, très loin des théories de Ricardo et de Milton Friedman.

Les envoyés de Bruxelles et de Washington méprisaient les peuples, avec une arrogance aussi visible que celle d'un ministre macronien face à une escouade de citoyens en colère. Ces Bulgares, ces Tchèques, ces Russes, n'étaient à leurs yeux que de pauvres types abrutis par le communisme, qu'il fallait sauver de leur paresse congénitale et rééduquer autant



Le politologue bulgare Ivan Krastev, né en 1965. Figure marquante des nouveaux intellectuels d'Europe de l'est, membre fondateur du conseil européen des relations internationales, il a publié plusieurs essais importants sur l'Europe et la démocratie.

que possible. Les peuples libérés de la bureaucratie soviétique voyaient que les anciennes élites se recyclaient dans les nouveaux « États de droit » ou s'enrichissaient grâce aux privatisations. A Kiev, j'ai rencontré Ivan Vrach, vieux militant de l'indépendance ukrainienne. Il était seul dans sa modeste demeure, déjà oublié, alors que les vieilles buses bréjnéviennes de l'équipe Koutchma occupaient les ministères. A Saint-Pétersbourg, à l'Institut Smolny, deux jeunes gestionnaires typiques de la nouvelle Russie dissertaient sur les entreprises privatisables avec l'impudence de vendeurs de bagnoles d'occasion dans un film américain des années cinquante...

Que fallait-il faire ? Dans mon rapport sur les relations économiques, j'avais proposé que la France mette en valeur son modèle associant les entreprises publiques et le secteur privé, envoie en mission ses économistes - je pensais aux hétérodoxes - pour contrer les néolibéraux, pèse de tout son poids pour réorienter la stratégie des institutions financières internationales, incite la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) à financer en priorité les équipements publics, contraigne Bruxelles à réorienter les programmes d'assistance PHARE et TACIS, mette en valeur ses réalisations dans le domaine de l'économie sociale... L'ensemble de ces actions, que je ne peux toutes citer, était lié aux propositions que j'avais faites en matière de relations culturelles.

Les gouvernements de gauche, puis, de droite, se contentèrent, envers l'Est, d'un programme minimum. L'avenir de la grande Europe n'intéressait guère une classe dirigeante absorbée par les

affaires bruxelloises, obsédée par le prétendu « modèle allemand » et surtout préoccupée, à l'intérieur, par la succession de François Mitterrand. On ne voulut pas empêcher les Allemands de mettre le feu à la Yougoslavie. On laissa les pires intellocrates parisiens parler au nom de la France. On reprit la dogmatique imbécile et meurtrière du néo-libéralisme, en invoquant le réalisme », mais sans jamais reconnaître que les recettes imposées par le FMI et par les apparatchiks de l'Union européenne engendraient d'insupportables misères et de silencieuses humiliations.

Ces échecs violents trouvent leur conclusion provisoire dans l'ouvrage que viennent de publier Ivan Krastev et Stephen Holmes⁽²⁾. Nous, gens de l'Ouest, avons imposé à l'Est européen un modèle « libéral », réputé excellent dans ses objectifs et prescriptions. Alors que le « socialisme réel » n'avait jamais pu exister, on a fait la promotion d'un libéralisme réel qui avait l'Allemagne comme terre d'élection. Au nom de cette idéologie assortie d'un discours sur la fin de l'Histoire, on a condamné les appartenances nationales, les tentatives de reconstruction des États nationaux et la belle ambition d'un projet politique commun à l'ensemble des peuples de l'Europe. Le « passage au marché » portait en lui la promesse de vivre tous les bonheurs d'une « économie de marché » ...

Rien ne s'est passé comme prévu. A l'Est, écrivent Ivan Krastev et Stephen Holmes, des citoyens de plus en plus nombreux ont trouvé plus simple d'aller vivre tout de suite dans le pays-modèle, plutôt que de s'échiner à construire dans leur propre patrie une réplique du modèle allemand. Mais ces émigrants ont découvert les duretés et les misères du paradis ouest-européen, puis la grande crise financière de 2008 a détruit les illusions. L'Est a continué d'enregistrer d'irrésistibles mouvements d'émigration, tandis que se présentaient, soudain et massivement, ceux qui fuyaient les guerres du Proche-Orient. En Pologne, en Hongrie, le moment illibéral est la conséquence de l'idéologie, des pratiques, des carences et des impostures du libéralisme occidental.

C'est ce qu'il faut tenter de comprendre si l'on veut, après l'effondrement de l'Union européenne, refaire l'unité de notre continent. ■

(à suivre)

BERTRAND RENOUVIN.

(1) Le rapport présenté en décembre 1992 portait sur « Les relations culturelles entre la France et l'Europe centrale et orientale » ; celui d'avril 1994 concernait les relations économiques avec le même ensemble de pays. Tous deux ont été publiés à La Documentation française.

(2) Cf. Ivan Krastev, Stephen Holmes, *Le moment illibéral*, Fayard, 2019.

Ce corps charnel qu'on veut anéantir

À l'heure de la PMA « pour toutes », Sylviane Agacinski lance un manifeste courageux et puissant d'humanité, dans la collection Tracts de Gallimard.

Une quarantaine de pages suffit pour nous revigorer, nous réhumaniser si nous nous étions par mégarde égarés sur des sentiers plus confortables vis-à-vis de l'opinion publique. Ce court essai sonne comme un cri d'alerte et un cri d'amour envers une humanité qui, petit à petit, se fourvoie. Alors que la loi bioéthique est actuellement en attente dans la navette parlementaire, la philosophe entend rappeler dans *L'Homme désincarné* en quoi la sauvegarde de notre corps est primordiale pour ne pas sombrer dans une aliénation définitive.

Après un rapide historique où elle expose, à travers les mots de Victor Hugo, que l'homme est « double », « composé de deux êtres, l'un charnel, l'autre éthéré », Sylviane Agacinski s'attaque au sujet de la fabrication du corps à travers la généralisation de la PMA et, à terme, de la GPA. Les promesses d'un surhomme qui peut manipuler, rectifier son corps seraient en passe d'être tenues puisqu'on « attend désormais du médecin qu'il dépasse de beaucoup sa mission thérapeutique pour assumer une fonction anthropotechnique ». Et quand il s'agit de pervertir, (tenter de) gommer, anéantir toute la beauté du lien charnel qui unit homme et femme, les choses touchent presque à la dystopie. En témoignent les recherches, depuis plus de 20 ans, sur une *Mother Machine*, visant à externaliser les grossesses humaines et expérimentée sur des fœtus... d'agneaux. Le but premier serait d'aider les grands prématurés. Mais, pour Sylviane Agacinski, il s'agirait surtout d'une vanne qui, une fois ouverte, serait impossible à refermer et qui réjouirait certains groupes de pression qui voient la grossesse comme une oppression.

Déssexualiser la reproduction. Les dérives pour déssexualiser la reproduction sont telles, explique Sylviane Agacinski, que des entreprises proposent sans scrupules des packs complets pour couples en mal d'enfants qui font appel à une mère porteuse : nombre de FIV illimité, diagnostic pré-implantatoire pour choisir le sexe, assurance-vie de la mère porteuse, assurance-annulation si le couple ne veut plus de l'enfant. Au bout de ce chemin de ronces et pétri d'abus de pouvoir (il est possible d'imposer un régime, de surveiller l'emploi du temps, la sexualité de la mère porteuse) : un bébé livré pour 28 700 euros. Cette véritable mise en esclavage, certaines fausses belles âmes aimeraient la faire passer pour « un libre choix » des femmes. Sylviane Agacinski réplique alors que, tout d'abord, ce n'est pas parce que



Pour S. Agacinski, nous devons choisir entre l'individualisme ou la liberté au nom du bien commun.

notre corps charnel nous est propre qu'il nous appartient et que tout doit être permis avec lui. Pareille vision est un paroxysme d'individualisme clinique. Ensuite, bien des mères porteuses témoignent du déchirement viscéral qu'il y a à se voir retirer son enfant : « *Moi je sais pourquoi j'ai fait ce choix, mais mon corps lui n'a pas compris.* »

On touche ici au cœur d'une réflexion passionnante : nous sommes notre corps. En cela, nous ne pouvons le jeter dans le grand bain du tout-marché, accepter que ses organes soient l'objet d'une commercialisation pour combler un « droit à l'enfant » qui du reste n'existe pas légalement. Nous ne pouvons le mettre à disposition d'autrui comme un incubateur pour préméditer une naissance d'un orphelin, lequel, on le voit déjà aujourd'hui, tend à rechercher ses racines et l'homme qui l'a enfanté par un don de sperme. L'appel du sang et de la biologie reste une épine dans le pied de ceux qui aimeraient détruire tout sentiment d'appartenance au corps. Enfin, derrière cette fragmentation du corps se cache une volonté sournoise de déboulonner l'éternelle binarité des sexes, leur complémentarité au profit d'un genre (gender) qu'on choisit, qu'on peut modifier pour aboutir à une « *construction biotechnologique du sexe* ».

Les théories d'Américaines comme Judith Butler participent à ce combat destructeur de la nature humaine qu'on perçoit dans notre société. « *On a admis que l'identité de genre était subjective pour tout le monde et qu'après tout, chacun devait être libre de se sentir homme, femme, ou ni l'un ni l'autre. Réduite à une représentation de soi et à un sentiment subjectif, l'identité de genre donnait congé au principe de réalité* », écrit la philosophe. Briser le principe de dualité des sexes, qui est l'un sinon le pilier de l'humanité, s'attaquer à une soi-disant hétérosexualité construite et non innée, tels sont les buts assumés des groupes de pression qui s'apparentent de plus en plus à des ennemis de leur propre espèce. Pour autant, Sylviane Agacinski note qu'il ne s'agit de d'un échange, un jeu de transgression des codes (vestimentaires, gestuels) des deux sexes, pas d'une remise en cause de ces derniers. Elle prend ainsi l'exemple des lesbiennes *butsch* (de style « camionneur ») qui se font pousser la barbe avec des hormones. Or, la barbe est un « *caractère secondaire mâle, élu depuis des siècles comme le symbole de la virilité* ». Les codes mémoriels du féminin et du masculin ne sont donc pas détruits, comme certains le voudraient, mais juste troublés.

La philosophe pousse encore plus loin le raisonnement en relevant quelle absurdité est celle des individus qui désirent tout bonnement nier la réalité de la binarité et de l'altérité des sexes. Le dimorphisme sexuel, l'asymétrie des rôles respectifs trouvent leur source dans « *la fécondité de leurs relations* » et ce depuis toujours. Elle ajoute que l'argument de l'égalité des sexes, dans la fabrication par PMA et GPA, est une illusion voire l'expression d'une mauvaise foi qui met en danger les femmes. Le don de sperme, s'il peut rester sujet à discussion en ce que l'enfant à naître vaudra sûrement connaître l'identité de ce fantôme qui lui a donné son visage ou son oreille décollée, n'est pas aussi problématique que l'extraction d'ovocytes qui « *est une opération lourde et intrusive* ». Est-ce vraiment cela, la défense du droit des femmes ? Pour Sylviane Agacinski, à l'heure actuelle, un choix crucial est à faire dans notre société : l'individualisme forcené, issu d'une doctrine ultra-libérale, ou une liberté au nom du bien commun. C'est l'avenir de notre humanité qui est en jeu. Quel choix ferons-nous ? ■

INDIANA SULLIVAN.

Sylviane Agacinski, *L'Homme désincarné. Du corps charnel au corps fabriqué*. Collection Tracts, Gallimard, 48 p.

Barack Obama était un maître dans l'art de raconter des histoires ou storytelling. Donald Trump a inauguré l'ère du clash par laquelle se poursuit la dévaluation de toutes les paroles publiques et la prolifération des pulsions meurtrières. Emmanuel Macron participe à la violence de ce monde mais il n'a pas de pouvoir sur les événements.

L'ère du clash

Les États-Unis exportent avec une efficacité certaine leurs manières de penser, de manger, de s'habiller et, bien entendu, de communiquer. Avec plus ou moins d'habileté, des Français tentent de reprendre les recettes qui ont si bien réussi à Reagan, Bush et Obama mais ils font la fine bouche devant les grossièretés de Trump sans saisir la logique de dévaluation du pouvoir politique dans laquelle nous sommes entraînés.

Connu pour avoir expliqué la technique du *storytelling* et popularisé le mot⁽¹⁾, Christian Salmon annonce dans son dernier livre⁽²⁾ la mort du récit et de la vérité, dans la confusion et la violence. Car il est bien fini le temps des *spin doctor*, ces faconnneurs d'image qui faisaient passer Reagan pour intelligent et qui transformaient en aigle une buse nommée Bush. Les sommets dans l'art du récit furent atteints avec Barack Obama mais cette propagande parfaitement mise en scène n'était somme toute qu'un bouquet d'artifices. Il en résulta une profonde déception qui n'aurait guère l'ancien président : fidèle à lui-même, il s'en alla passer un contrat avec Netflix en compagnie de sa femme. D'ailleurs, Michelle Obama déclara en 2018 qu'elle avait, comme son mari, « *toujours eu foi en la puissance du récit* » - cette « puissance » formant contraste avec « l'impuissance » avouée de l'élégant Barack dans l'exercice de sa fonction politique.

La dévaluation du Politique s'est poursuivie avec Trump qui a lancé pendant la campagne le thème des *fake news* pour discréditer les grands médias et qui dialogue maintenant par tweets vindicatifs, nous faisant entrer dans l'ère du trash et du clash. Ses discours sans début ni fin se réduisent à des successions de phrases, de formules, d'insultes qui n'ont pas d'importance car la vérité d'hier est l'erreur de demain. Trump n'est ni un fou, ni un idiot, mais l'une des expressions et peut-être même l'expression des États-Unis : « *Le citoyen en moi hait ce que l'Amérique est devenue sous Trump. L'historien en moi sait que c'est ce que l'Amérique a toujours été* », écrit David Silkenat qui enseigne l'histoire des États-Unis à Édimbourg. Contrairement à ce que croient maints populistes français, l'actuel président des États-Unis n'est pas un sauveur. « *Trump, écrit Christian Salmon, ne cherche pas à sauver le système politique. Ni à lui redonner du crédit. Car ce système ne peut plus être sauvé. Pendant sa campagne, il a assis la crédibilité de son discours sur le discrédit du système. Désormais, il se contente de spéculer à la baisse sur le discrédit général et d'en aggraver les effets... une logique du clash permanent, qui finit par dévorer la mise en récit de la politique* ».

Rastignac. Le clash trumpiste est exportable car il est pleinement en phase avec ce qui pulse sur les réseaux sociaux et sur les marchés financiers où les jeux se mènent dans une succession d'instantanés. Bien qu'il excelle dans le clash gaffeur, Emmanuel Macron reste dans l'ancien monde du récit édifiant. Celui qui a, physiquement, la minceur d'Obama et qui se costume en militaire comme Bush, aurait voulu concilier le faste monarchique et la *start-up nation* par le biais de la littérature. « *Il veut réhabiliter la primauté du politique au nom d'un néo-libéralisme qui, justement, met fin partout à l'exercice du pouvoir politique* », note Christian Salmon pour qui « *il y a pire. Macron veut tout autant réinjecter du romanesque dans la vie politique au nom de la révolution technologique, celle*

du big data et du gouvernement par les algorithmes, qui justement est en train de confisquer l'espace même du possible, neutralisant toute possibilité de symbolisation ». D'ailleurs, le Rastignac épris de romanesque s'est trouvé pris dans l'affaire Benalla qui révéla, quelques mois avant la répression des Gilets jaunes, la violence de ce pouvoir. Christian Salmon observe la prolifération de postures martiales qui, partout dans le monde, « *théâtralise l'insouveraineté par une personnalisation et une virilisation des gouvernants* ». Emmanuel Macron est dans la note : « *Pour lui, la société est quelque chose qu'il faut forcer, - à tout prix, par quelque moyen que ce soit, aucune limite n'est posée préalablement -, il faut la forcer tout en donnant à voir le spectacle de son forçage pour que le peuple y prenne goût. C'est le secret éternel du macronisme.* »

Sidération. Christian Salmon étudie longuement les attentats islamistes et montre qu'ils sont « *le degré zéro du récit* » ; ils produisent un effet de sidération et une sorte de narration automatique que les médias diffusent avec célérité tandis que les pays attaqués tentent de défendre leur « marque » selon une méthode de branding⁽²⁾. Celle-ci fut célébrée par *Les Échos* qui affirmaient en janvier 2015 que « *la marque France [est] plus forte que toutes les armées du monde* » ! Là encore, le politique se perd dans des actes terroristes et des discours anti-terroristes qui prolifèrent sur fond de nihilisme.

Les pages consacrées à la crise grecque sont intéressantes – surtout l'analyse des opérations de propagande menées par le gouvernement allemand et les médias contre Syriza et plus particulièrement contre le ministre grec des Finances, Yanis Varoufakis. Après avoir montré à quel point cette « Europe » était celle des banques et des marchés financiers, Christian Salmon exprime, comme Varoufakis, l'espoir qu'un « *réseau européen de citoyens* » sera « *capable d'inventer les formes et les politiques d'une démocratisation européenne* ». Comment croire qu'une addition de bonnes volontés impuissantes – qui ne sont toujours pas rassemblées – aura raison de la machine qui ne va nulle part mais qui sait défendre le statu quo ? Il faut la puissance d'agir. ■

YVES LANDEVENNEC.

(1) Cf. Christian Salmon, *Storytelling, la machine à fabriquer des histoires et à formater les esprits*, La Découverte, 2007.

(2) Branding : marquage d'un animal au fer rouge.

Christian Salmon
L'ère du clash, Fayard, 2019.





Cinéma

■ **Autopsie d'un meurtre** - Dans son dernier film, *Adults in the room*, Costa Gavras fait le portrait d'une mise à mort, celle de la Grèce terrassée par des instances internationales acharnées à faire payer tout un pays et une société pour des fautes commises par ses anciens dirigeants. Ce n'est pas la première fois que le réalisateur grec met en scène l'histoire de son pays. Déjà avec *Z* (1969), il avait voulu montrer les tensions qui allaient amener à la mise en place de la dictature des colonels (1967-1974). Ici, c'est à une autre forme de dictature qu'il s'attaque, plus sourde, plus insidieuse, qui dissimule ses intentions politiques derrière l'alibi de la technique et de la morale. Cette dictature,

c'est celle dont a été victime la Grèce en 2015, lorsque le gouvernement d'Alexis Tsipras a dû capituler face aux exigences de la Troïka (FMI, Commission Européenne, Banque centrale européenne) pour résorber l'abyssale dette grecque. Thérapie de choc, qui n'a rien réglé du tout et qui a provoqué un appauvrissement impressionnant et durable du pays. Zoé Kostantopoulou, présidente du parlement grec à l'époque des faits, a reproché au film de ne pas avoir montré l'impréparation du gouvernement grec de l'époque, dont Varoufakis. Or, Costa Gavras s'est principalement inspiré du livre écrit par le ministre des finances grec de l'époque *Conversations entre adultes*. Ceci peut expliquer cela. Au-delà de ses limites éventuelles, le film a le mérite de montrer la mise à mort du

gouvernement grec dont les deux principaux défauts sont aux yeux de la Troïka d'abord d'exister, ensuite de vouloir négocier la politique économique qui va lui être imposée. Face aux « lois d'airain » de l'économie et de la finance, il n'y a pas de discussion qui vaille. La Grèce doit céder ou quitter la zone euro. Or, les dirigeants grecs n'y sont pas prêts. Dès lors la messe est dite. Et Varoufakis est sacrifié sur l'autel de la bonne gouvernance. Quelques temps forts du film sont à souligner. L'entretien en tête-à-tête, Varoufakis/Schäuble, où ce dernier reconnaît que s'il était grec il refuserait les exigences de la Troïka. Varoufakis chassant de son bureau des hauts fonctionnaires de cette Troïka entrant dans son bureau sans frapper pour lui donner des ordres. L'hystérie haineuse des ministres de l'euro-groupe refusant toute discussion sur les exigences de la Troïka, au point de provoquer la réaction indignée de Christine Lagarde demandant s'il y a un adulte dans la salle. Sans oublier hélas, les scènes où s'exhibe la duplicité des autorités françaises. *Adults in the room*, un film à voir malgré ses limites. ■

MARC SEVRIEN.

Adults in the room - Film de Costa Gavras, avec Christos Loulis, Alexandros Bourdounis, Ulrich Tukur, Dan Schuurmans, Dimitris Tarloou. - sortie le 6 novembre 2019.

Exposition

■ **Moderne Maharadja** - Qui n'a jamais rêvé de visiter la demeure d'un maharadja ? C'est ce que nous propose, en ce moment, le Musée de Arts Décoratifs. Entre 1929 et 1933, Shri Yeshwant Rao Holkar II Bahadur (1908-1961), maharajah d'Indore, dernier représentant de la prestigieuse dynastie marathe des Holkar, confie à l'architecte allemand, Eckart Muthesius, une demeure privée, le palais Manik Bagh. Baigné de culture européenne, le jeune prince a fait ses études en Angleterre, mais s'est surtout lié d'amitié avec les élites allemandes et françaises. Des films amateurs nous permettent de mesurer la proximité entre Holkar II et sa belle épouse, révéralent de leurs sujets, et ceux qu'on imagine être de vrais amis d'élection. Par leur intermédiaire, le jeune couple se passionne pour les arts décoratifs : 500 pièces sont réunies pour la première fois depuis leur dispersion, à partir des années 1970. L'exposition est aussi l'occasion de redécouvrir de grands noms de l'architecture, du design, de la photographie et d'autres arts, au tournant des années 1930. Plus rien ne subsisterait, aujourd'hui, de certains artisans français de l'époque, si un jeune prince d'Orient ne s'était intéressé à eux. La mort de la Maharani, en 1937, laissant son époux inconsolable, et la Grande crise mettent un terme à une courte, mais intense, période de production et d'échanges. Parmi les grands noms qui ont présenté des projets au prince, citons Constantin Brancusi, Marcel Breuer, Eileen Grey, Le Corbusier ou encore Man Ray. C.B.

Moderne Maharadja - Musée des Arts Décoratifs, Carrousel du Louvre, 107, rue de Rivoli, Paris 1er. Jusqu'au 12 janvier 2020.

Lecture

■ **Ravel**. - Le compositeur Karol Beffa, l'essayiste Guillaume Métayer et le dessinateur Aleks Cavailleux évoquent, dans une fiction superbement illustrée, la vie du grand musicien, ses pairs et ses amis, ainsi que ses sources d'inspiration. On y croise, entre autres, Debussy, Fauré, Picasso, Cocteau ou Colette. Chaudement recommandé aux amoureux de la musique française. .

K. Beffa, G. Métayer, A. Cavailleux, *Ravel, un imaginaire musical*, Seuil/Delcourt, 2019.

Bande dessinée

■ **Retour à Notre Dame des Landes**. - Il y aura bientôt deux ans, après avoir abandonné la construction d'un aéroport conçu un demi-siècle auparavant, l'État évacuait brutalement la ZAD de Notre Dame des Landes. Anthropologue et dessinateur, Alessandro Pignocchi arrive sur le site un mois avant l'intervention ultime des forces de l'ordre, qui avaient dû battre en retraite quelques années plus tôt. Venu pour des raisons intellectuelles, il y fait l'apprentissage de la lutte, bien que n'étant pas un militant et ne connaissant rien aux techniques d'émeute. Dans un très bel album dessiné, il nous plonge au cœur des événements, nous fait construire des barricades, respirer l'odeur des lacrymogènes et participer à l'affrontement avec les gendarmes.

Au fil d'un singulier dialogue avec l'un d'eux, il nous fait surtout comprendre l'esprit des « zadistes ». Loin d'être un ramassis de « junkies et de punks à chiens », les habitants de Notre Dame des Landes étaient des gens de toute origine sociale, souvent venus pour un mois, qui sont restés pour devenir éleveur ou agriculteur. Dans le bocage, ils ont trouvé non pas une nature à contempler ou à protéger, mais un ensemble d'êtres humains et non humains avec lesquels nouer toutes sortes de relations. Car les ZAD sont les lieux d'une révolution cosmologique, où l'on imagine des relations de sujet à sujet avec les plantes, les animaux, les territoires, à rebours de la distinction occidentale entre nature et culture. Ce sont des lieux de résistance armée, où l'on donne aussi des cours d'anthropologie, d'économie de la nature ou d'histoire.

À Notre Dame des Landes, les habitations ont été détruites au tractopelle, brûlées ou tronçonnées. « *Il veulent faire disparaître jusqu'à notre souvenir d'avoir vécu ici* », dit une jeune femme. L'État a ensuite imposé la présentation de dossiers individuels, refusant aux habitants de la ZAD la possibilité de continuer à prendre soin du bocage en commun. L'ordre républicain s'est imposé à Notre Dame des Landes. Mais en refusant à ses habitants d'accomplir le cheminement inverse d'un mouvement général qui étend le statut d'objet aux humains, il n'a peut-être fait que souffler sur les braises de résistances à naître. ■

LAURENT LAGADEC.

Alessandro Pignocchi, *La Recomposition des mondes*, Anthropocène Seuil, 2019

La Nouvelle Action royaliste

Nos vœux

Le comité directeur de la NAR et la rédaction de *Royaliste* présentent leurs meilleurs vœux de bonheur pour 2020 à Mgr le comte de Paris, à la maison de France, ainsi qu'à l'ensemble de nos adhérents et lecteurs.

Un bond en avant !

Voici donc atteint – et même sensiblement dépassé – l'objectif que nous nous étions assignés pour notre souscription 2019. Un grand merci pour ce beau résultat. Merci à ceux de nos lecteurs, dont la situation financière est difficile, mais qui ont souhaité participer à l'effort collectif. Merci à ceux qui ont versé plusieurs fois ou fait des dons généreux. Ainsi qu'aux nombreuses personnalités, royalistes ou non, qui soutiennent notre journal, certaines depuis des années.

Vos contributions vont nous permettre, d'investir : dans la modernisation de nos locaux parisiens ; dans de nouveaux moyens d'impression et de diffusion, qui arriveront dès janvier prochain ; dans notre réseau internet, avec la mise en place au premier trimestre 2020 d'un site entièrement dédié au journal ; et sur bien d'autres choses encore, dont nous vous rendrons compte, projet par projet.

La mise en place de notre nouvelle maquette marquait une première étape dans le développement du journal. Vous venez de nous donner le moyen d'en franchir de nouvelles en 2020. Ce n'est qu'un début...

5^e liste de souscripteurs

Anonyme Espagne : 500 – Philippe et Madeleine Arondel : 20 – Anonyme Argentine : 25 – Régis Debray : 20 – François Dénœl : 30 – Michèle Dutac : 120 – M^{me} Duval : 96 – M.G. : 50 – Jérôme Houdart : 50 – Henri Houzet : 60 – Hugues Huet de Froberville : 216 – Philippe Labarrière : 20 – Jean-Louis Legoux : 20 – Étienne Parizé : 10 – Maurice Perrin : 20 – Arnaud Petit : 20 – Yolande de Prunel : 420 – Michel Roth : 96 – Renaud Rumin : 50 – Hervé Simon : 30.

Total de cette liste : 1873€
Total précédent : 9510€
Total général : 11383€

Royaliste

Directeur politique : B. Renouvin
Directeur adjoint : C. Barret
Rédacteur en chef : N. Palumbo
Maquette/SR : E. Micheletti
Directeur de la publication : Y. Aumont

Rédaction-administration
Bloc C – B.A.L 13
36-38, rue Sibuet, 75012 Paris
Téléphone : 06 43 11 36 90
lejournald@nouvelle-action-royaliste.fr

Com. Paritaire : 05 14 – G 84 801
ISSN 0151 – 5772
Edité par la NAR

Mercredis de la NAR

À Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux pour un débat avec un conférencier, une personnalité politique ou un écrivain.

La conférence se déroule de 20h à 22h dans nos locaux, 38, rue Sibuet, 75012 Paris. Métro Picpus. (entrée libre, participation aux frais de 2 €). Un repas amical est servi à l'issue des débats (participation aux frais : 7 €)

Mercredi 8 janvier :
Édouard Husson

Sur son dernier ouvrage : *Paris-Berlin - La survie de l'Europe*.

Mercredi 15 janvier :
Jean-françois Colosimo

sur son dernier ouvrage : *La religion française - Mille ans de laïcité*.

Mercredi 22 janvier :
(Thème à confirmer)

Mercredi 29 janvier :
Gabriel Martinez-Gros

Pour son livre : *L'Empire islamique*.

Mercredi 5 février :

Yves Bernanos et Jean-Pascal Hattu
présenteront leur documentaire : *Georges Bernanos, histoire d'un homme libre*.

Vidéos de la NAR

Les conférences de la saison 2018-2019 sont disponibles sur notre chaîne YouTube ou depuis le site « archives royalistes ». Voici la liste de nos dernières publications :

Mercredi 20 novembre : Olivier Dard. Pour la présentation de l'ouvrage collectif : *Le dictionnaire des populismes*.

Mercredi 27 novembre : Colonel René Cagnat. Sur le thème : La région centre-asiatique et l'Europe en tant que proie des superpuissances et de l'islam.

Mercredi 4 décembre : François Germain-Robin. Pour la présentation de son livre avec feu Luc Beyer de Ryke : *Congo, mémoires à vif*.

Dates à retenir

■ **Galette des rois : samedi 18 janvier**, à partir de 18h00, en présence du comité directeur et de la rédaction de *Royaliste*.

■ **Notre congrès annuel** se tiendra à Paris les 28 et 29 mars prochains. Tous les adhérents à jour de cotisation peuvent y participer. Merci à nos amis de retenir dès maintenant ces dates. Pour toutes informations pratiques, contacter notre siège.

Événements

Hommage à Louis XVI

À Paris, la messe traditionnelle en hommage à Louis XVI aura lieu le mardi 21 janvier à 12h15, en l'église Saint-Germain l'Auxerrois. À la suite de la cérémonie, un repas amical dans un restaurant voisin rassemblera amis et sympathisants de la NAR.

Maison de France



Le comte et la comtesse de Paris ont fait parvenir aux membres de leur association, « Gens de France », une carte de vœux pour 2019. Prise au château d'Amboise, la photo présente les héritiers de la famille de France : les princes Gaston et Joseph et les princesses Antoinette, Louise-Marguerite et Jacinthe.

Publications

■ Le récent livre de François Gerlotto, *Cataclysmes ou transition : l'écologie au pied du mur* est disponible sur simple demande adressée via notre site (<http://nouvelle-action-royaliste.fr>) ou à nos bureaux (prix : 19,80 euros, frais de port compris.)

Rejoignez-nous ! Abonnez-vous !

o Je m'abonne à Royaliste

VERSION PAPIER o TROIS MOIS (20€) o SIX MOIS (30€) o UN AN (50€) o UN AN SOUTIEN (120€)

VERSION PDF o UN AN (40 €) o UN AN SOUTIEN (50€)

o Je paye par chèque à l'ordre de **Nouvelle Action Royaliste**

Nom/prénom :

Adresse :

Code postal/Ville/Pays :

Téléphone portable : Courriel :

Bulletin – réponse à retourner avec votre règlement à
NAR, Bloc C – Boîte 13 – 36-38, rue Sibuet – 75012 PARIS



par Bertrand Renouvin

De la Résistance à la révolution ?

Dans le très remarquable entretien qu'il a accordé à *France Culture* le 18 décembre⁽¹⁾, Alain Supiot explique que la doctrine néo-libérale en matière de retraites avait été formulée en 1994 par la Banque mondiale. L'un de ses rapports recommandait de supprimer les systèmes à prestations définies – par lesquels on sait ce que l'on va toucher – par des systèmes à cotisations définies dans lesquels on sait ce que l'on donne mais pas ce que l'on recevra. Puis la Banque mondiale expliquait qu'il fallait développer les retraites par capitalisation, faute de pouvoir supprimer les retraites par répartition auxquelles les peuples sont attachés. Ceci afin de développer les fonds de pension qui stimulent la Bourse.

Emmanuel Macron se pose en innovateur alors qu'il s'est contenté de reprendre, dans la confusion, des prescriptions vieilles d'un quart de siècle. Ce recopiage brouillon ne diminue en rien la nocivité du dispositif que le gouvernement tente de mettre en place. Cette réforme n'est pas seulement inopérante quant à ses objectifs et injuste dans sa conception. Les textes, actuellement bricolés dans le milieu dirigeant, s'inscrivent dans un projet général de destruction des services publics, de bradage de l'industrie nationale, de démantèlement de l'État et de dislocation sociale dont la nation et le peuple français, parmi tant d'autres, sont victimes.

Après France Télécom, c'est la SNCF qui va être privatisée. Après Alstom, c'est Latécoère qui passe sous contrôle américain. On voit des gens de finance venir occuper des postes stratégiques dans l'État, comme Marie-Anne Barbat-Layani, directrice générale de la Fédération bancaire française, qui est nommée secrétaire général des ministères économiques et financiers.

La volonté de dislocation sociale se concrétise dans les réformes successives des retraites, d'Alain Juppé à Édouard Philippe, dans les lois facilitant les licenciements en 2008, 2013 et 2016, dans la réforme du code du Travail en 2017. Peu à peu, les oligarques de droite et de gauche ont imposé la flexibilité du travail, accru la précarité des travailleurs, appauvri les chômeurs et cherchent à détruire le maximum de protections statutaires. Il s'agit d'isoler les individus, de les rendre « mobiles » sur le marché du travail, afin qu'ils soient employables en tout temps, en tous lieux et aux conditions fixées par les patrons. À la circulation permanente du capital doit correspondre la rotation incessante des hommes, sous prétexte qu'ils n'ont pas le choix à cause de l'euro, de la concurrence chinoise et de la mondialisation...

Cette violence faite aux hommes et aux sociétés récuse

radicalement la justice sociale, qui est le principe et la finalité de la vie en commun. La mobilisation contre la réforme des retraites est l'une des phases de la longue bataille menée par le syndicalisme de résistance (CGT, FO, Sud) contre la mise en place des dispositifs ultralibéraux. Cette bataille s'inscrit dans un mouvement plus général de révolte, qui entraîne maints citoyens et dont les Gilets jaunes sont la pointe avancée. Mais pour passer à l'offensive, il faudrait des promesses concrètement énoncées selon une vision générale de la société à reconstruire et à développer d'une autre manière. Il n'y a rien de tel aujourd'hui dans un espace politique encombré de partis naufragés, impuissants ou fictifs. Faudrait-il se résigner aux luttes sans perspectives ?

Nous savons quant à nous qu'une « contre-société » militante s'est forgée depuis une trentaine d'année. Ses intellectuels de référence ont été éliminés des principaux médias ou n'y paraissent que par intermittence, mais qu'importe puisque la réflexion, intense, se mène sur des blogs et se diffuse par les réseaux sociaux. Nous nous souvenons que la bataille du référendum de 2005 a été gagnée sur la Toile et nous constatons que les analyses diffusées hors médias ont été décisives dans le rejet massif de la réforme des retraites. Les idées directrices se forment dans les séminaires de recherche, se publient sous forme de livres et d'articles dans cette partie de la presse écrite qui est encore libre, se diffusent immédiatement dans tous les milieux. La critique radicale du néo-libéralisme, de l'Union européenne, du capitalisme financier, de l'oligarchie... est en train d'engendrer des propositions qu'il est possible d'articuler en un ensemble cohérent, révolutionnaire au sens qui était donné à ce terme par le général de Gaulle et la France libre. Conçue à Londres puis à Alger, la révolution accomplie à la Libération doit être poursuivie selon les principes qui l'ont inspirée, reprise dans ce qu'elle a manqué, mais aussi réinventée pour que la France puisse affronter les immenses défis de notre siècle.

D'innombrables citoyens forment aujourd'hui cet « intellectuel collectif » qui est prêt à former le parti des politiques, celui de la nation et de l'État. Il leur manque, il nous manque celui ou celle qui incarnera le rassemblement et exprimera la nouvelle ambition collective. ■

(1) *France Culture*, *La Grande table des idées* du 18 décembre 2019 : « Dans un monde réellement humain, comment et pourquoi travailler ? »

Sommaire du n°1180.

Page 2 - Grèves : quelques hypothèses

- Construire un nouveau contrat social.

Page 3 - Horreur numérique : le cas d'Amazon. - L'écho du net.

Page 4 - Mgr le Comte de Paris : Sur les déserts médicaux. - La quinzaine sociale.

Page 5 - Sahel : le désert des Tartares.

Pages 6/7 - La réunification manquée de l'Europe.

Page 8 - Ce corps charnel qu'on veut anéantir.

Page 9 - L'ère du clash.

Page 10 - Cinéma : *Adults in the room*. - BD : retour à Notre Dame des Landes. - Exposition : *Moderne Maharadjah*. - Lecture : Ravel.

Page 11 - Le mouvement royaliste.

Page 12 - Éditorial : De la Résistance à la révolution ?